



Pays
Foix-Varilhes
communauté d'agglomération

Débat d'orientations budgétaires

2019

1. Préambule

Plusieurs formalités substantielles doivent précéder le vote des budgets primitif des collectivités locales et de leurs établissements publics. Ainsi l'article L.5211-36 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) rend applicable à notre établissement public de coopération intercommunale (EPCI) l'ensemble des dispositions de l'article L.2312-1 du CGCT, qui prévoit notamment que dans les communes de plus de 3 500 habitants, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels ainsi que la structure de la gestion de la dette.

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République dite NOTRe est venu compléter cette règle en précisant les modalités de transmission mais également le contenu de ce rapport :

- Evolutions prévisionnelles des dépenses et recettes des deux sections, en précisant les hypothèses retenues pour construire le projet de budget,
- Engagements pluriannuels notamment en matière de programmation des investissements,
- Structure et gestion de l'encours de dette,
- Structure des effectifs,
- Information relative aux éléments de rémunération du personnel (traitements indiciaires, régimes indemnitaires, NBI, heures supplémentaires rémunérées et avantages en nature),
- Durée effective du travail,
- Evolution prévisionnelle des effectifs.

Le II de l'article 13 de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018-2022 apporte également quelques compléments à ce débat en imposant que des précisions soient apportées concernant l'évolution :

- Des dépenses réelles de fonctionnement (en valeur),
- Des besoins de financement.

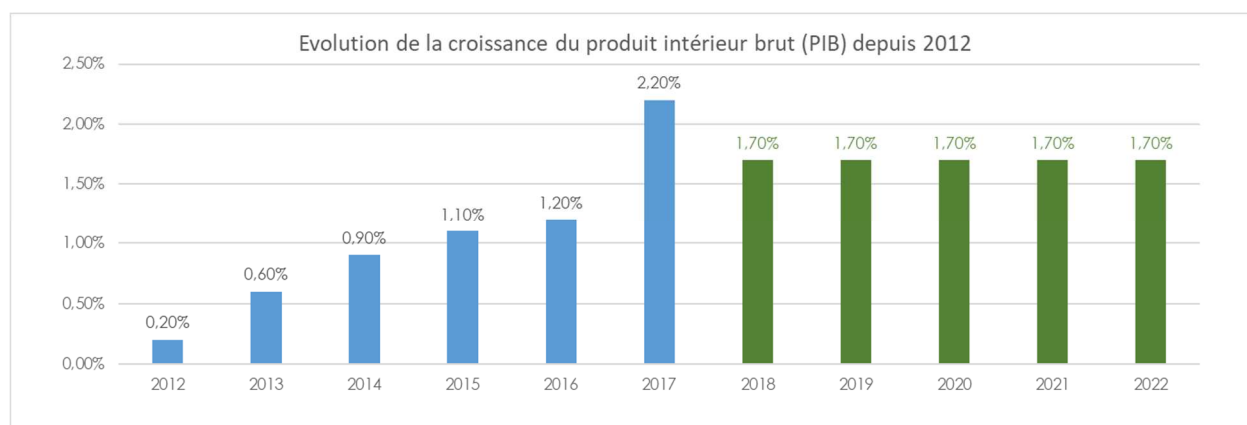
2. Contexte général d'élaboration du budget primitif pour 2019

2.1. Contexte macroéconomique

2.1.1. Croissance économique

Sous l'effet simultané de l'accélération du commerce mondial, de la faiblesse de l'inflation et d'une politique monétaire facilitant l'accès au crédit, la zone euro a enregistré en 2017 une croissance de 2.5%. Toutefois avec la reprise de l'inflation (2.2% en 2018) qui vient peser sur le pouvoir d'achat des ménages et in fine sur la croissance, le taux de croissance 2018 de la zone euros s'est fixé à 1.9% en 2018 et devrait être limité à 1.3% en 2019.

La France connaît une évolution assez comparable avec, en dépit d'un certain ralentissement, une poursuite de l'amélioration tendancielle de la croissance du produit intérieur brut (PIB) constatée depuis 2012.



Sources : INSEE et Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2019

Pour 2019, les hypothèses d'évolution du PIB ont été construites à partir des éléments suivants :

- Consommation des ménages : + 1,7%. Il s'agit d'un des principaux moteurs de la croissance en France (pour mémoire 2018 : 1,1%, 2017 : 1,0%)
- Demande extérieure : +4,4% (pour mémoire 2018 : 4,4%, 2017 : 5,3%)
- Investissement des entreprises : 2,7% (pour mémoire 2018 : 3,7%, 2017 : 4,1%).

Il semble toutefois, qu'en 2019 plus que les années précédentes, ces prévisions sont à considérer avec prudence dans un contexte international et national particulièrement agité et aléatoire :

- Contexte international marqué par un accroissement des mesures protectionnistes,
- Remontée progressive des taux directeurs de la réserve Fédérale américaine (FED),
- Négociation du Royaume-Uni et l'Union Européenne sur le Brexit,
- Tensions entre l'Union européenne et l'Italie concernant la politique budgétaire de ce pays,
- Forte hausse de l'endettement public des principales puissances mondiales,
- Evolution du prix du pétrole,
- Mouvement des « gilets jaunes »,

2.1.2. Inflation

L'inflation devrait de nouveau rester modérée en 2019 selon les prévisions du gouvernement avec une évolution prévisionnelle de l'indice des prix de la consommation hors tabac de 1,3%. En 2018 cet indice a progressé de 1,9% porté par la forte hausse du prix du pétrole et le relèvement des taxes sur le tabac et l'énergie.

L'augmentation du prix du pétrole constitue le principal facteur d'explication de l'inflation dynamique de 2018. Si cette tendance venait à se poursuivre en 2019, l'inflation pourrait évoluer de manière plus importante que prévue avec pour conséquences :

- Une hausse des charges de fluides, notamment de carburant, dues par la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes,
- Mais également, depuis la loi de Finances pour 2018, une augmentation du coefficient d'actualisation des valeurs locatives cadastrales servant de base pour la fiscalité locale (hors locaux industriels), celui-ci étant désormais identique à l'inflation n-1.

2.1.3. Normalisation progressive de la politique monétaire

Suite à la crise financière de 2008, la Banque centrale européenne (BCE) et la Réserve fédérale américaine (FED) ont pris la décision, afin de d'éviter une dépression économique et une déflation, de mettre en place des politiques monétaires exceptionnellement « accommodantes » qui ont entraîné une baisse historique des taux d'intérêt.

A titre d'exemple, depuis 2015, plusieurs index sur lesquels sont adossés les emprunts à taux variables souscrits par les collectivités locales (Euribor 1 an, Euribor 3 mois, T4M, Eonia etc.) se situent à des niveaux négatifs.

	janvier					
	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Euribor 12 mois	0,555%	0,323%	0,058%	-0,083%	-0,186%	-0,121%
Eonia	0,205%	-0,042%	-0,227%	-0,351%	-0,361%	-0,361%

Source : www.euribor-rates.eu

Toutefois, le maintien au-delà de 2019 de ces conditions apparaît de plus en plus improbable. En effet la reprise économique constatée depuis 2016 a conduit la Banque centrale européenne à normaliser sa politique en deux étapes :

- Juin 2018 : la BCE a annoncé la fin progressive de son programme d'achat d'actifs (destiné à injecter des liquidités en masse dans l'économie afin de faire baisser les taux d'intérêt),
- Été 2019 : relèvement des taux directeurs. Le taux de refinancement est à 0,00% depuis 2016.

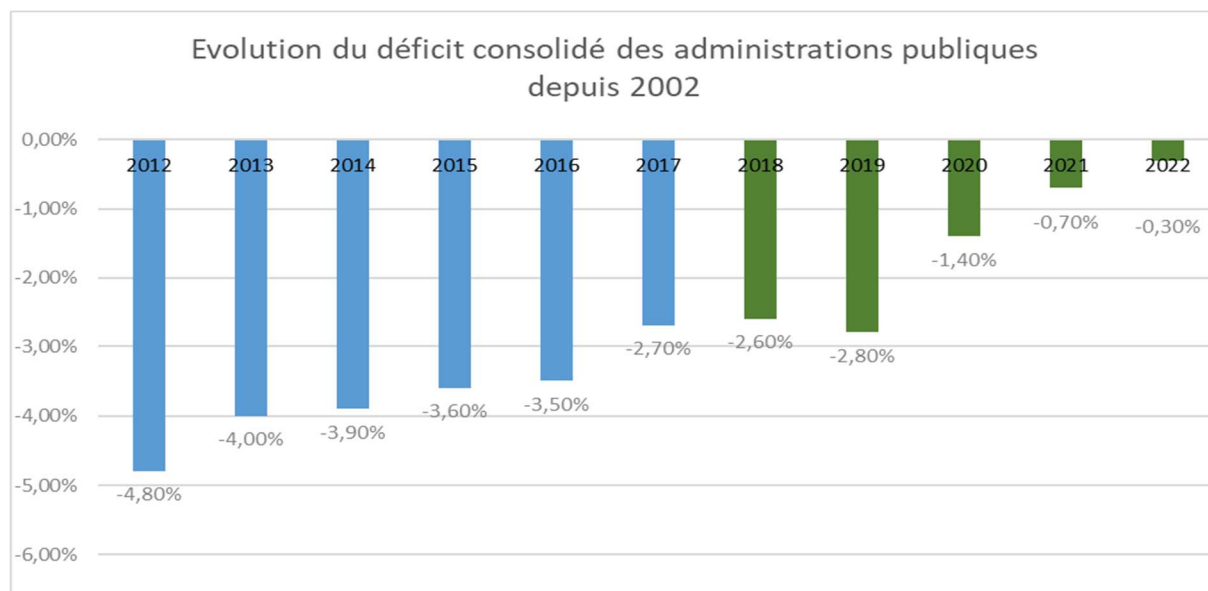
2.1.4. La stratégie du gouvernement en matière de finances publiques

Dans le cadre de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, l'Etat a défini des priorités en matière de trajectoire des finances publiques :

- Réduction des dépenses publiques : - 3 points de PIB d'ici 2022,
- Réduction du taux des prélèvements obligatoires : - 1 point de PIB d'ici 2022,
- Stricte rigueur budgétaire au travers du respect de la règle européenne d'un déficit maximum des administrations publiques de 3% du PIB,
- Réduction progressive du déficit public en vue d'atteindre une situation de quasi équilibre budgétaire.

	En % du PIB			
	2016	2017	2018	2019
Déficit des administrations publiques	-3,5%	-2,7%	-2,6%	-2,8%
Solde structurel des Administrations Publiques	-2,5%	-2,3%	-2,2%	-2,1%
... dont Etat	-3,4%	-2,8%	-3,1%	-3,6%
... dont organismes d'administration centrale	-0,1%	-0,1%	-0,1%	-0,1%
... dont collectivités locales	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
... dont administrations de sécurité sociale	-0,1%	0,3%	0,6%	0,8%
Dette des administrations publiques	98,2%	98,5%	98,7%	98,6%
Taux de prélèvements obligatoires	44,6%	45,3%	45,0%	44,2%

Source : Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2019



2.2. Les mesures à destination des collectivités territoriales

2.2.1. Des efforts conséquents de maîtrise de dépenses de fonctionnement demandés aux collectivités locales

Après avoir procédé à une diminution de ses concours financiers (dont la Dotation globale de fonctionnement – DGF), le gouvernement a décidé de contraindre l'évolution des dépenses des collectivités locales.

Le rythme annuel cible d'évolution en valeur (en intégrant l'inflation) des dépenses réelles de fonctionnement est de 1,2%, représentant à l'échelle nationale un objectif d'économie de 13 milliards d'euros par rapport à la trajectoire naturelle estimée par les services des Bercy à 2,2%.

Les collectivités ciblées par ce dispositif de « contractualisation » sont au nombre de 322. Il s'agit des régions, des départements et des grandes villes et EPCI dont le budget principal dépasse le seuil de 60 millions d'euros.

Pour les autres collectivités l'objectif d'évolution de la dépense locale (ODEDEL) est prévu mais non prescriptif.

Avec un budget principal d'un peu moins de 30 M€, la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes n'est donc pas concernée par la contractualisation. Pour autant, par une lettre de cadrage budgétaire, son Président a demandé à ce que l'évolution des charges de gestion (hors personnel) pour les services ne connaissant pas de modification majeure soit nulle en 2019.

2.2.2. Stabilité des dotations et réforme de la dotation d'intercommunalité

2.2.2.1. Dotation d'intercommunalité

Après quatre années de consécutives (2014-2017) de diminution. L'Etat a décidé de stabiliser les concours financiers aux collectivités locales en 2018 puis de nouveau en 2019.

C'est dans ce contexte qu'il a décidé d'introduire une réforme de la dotation d'intercommunalité :

- Création d'une enveloppe unique regroupant l'ensemble des intercommunalités (afin de limiter les effets liés aux changements de catégorie),

- La dotation d'intercommunalité reste constituée de 2 parts : dotation de base (30%) et dotation de péréquation (70%). Pour le calcul de cette deuxième part le critère revenu moyen par habitant est introduit en 2019.
- Introduction progressive des redevances assainissement et eau potable dans le calcul du coefficient d'intégration fiscale (CIF),
- Plafonnement du CIF à 0,6
- A compter de la 3^{ème} année d'attribution dans la même catégorie sont désormais prévus :
 - o une garantie (attribution par habitant au moins égale à 95% du montant perçu l'année précédente),
 - o un plafond (attribution par habitant au maximum égale à 110% du montant perçu l'année précédente).

Dans ces conditions, toutes choses égales par ailleurs, le gain de dotation attendu en 3^{ème} année de création de la Communauté d'agglomération et l'effet positif qui peut être attendu va être lissé sur 3 années (plafonnement de l'augmentation à 10%) l'évolution de la dotation d'intercommunalité de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes devrait être la suivante :

Evolution prévisionnelle de la Dotation d'intercommunalité 2016-2021

	2016	2017	2018	2019 (Prévision)	2020 (Prévision)	2021 (Prévision)
CC Pays de Foix	36 354					
CC Canton de Varilhes	214 505					
CA Pays Foix-Varilhes		711 790	707 004	778 000	855 000	875 000
Dotation d'intercommunalité (DI)	250 859	711 790	707 004	778 000	855 000	875 000

	Moy. Annuelle	2017/2016	2018/2017	2019/2018	2020/2019	2020/2021
Evolution Dotation Interco.	28%	184%	-1%	10%	10%	2%

2.2.2.2. Dotation de compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)

Cette dotation mise en œuvre en 2011 est destinée à apporter une compensation aux « perdants » de la réforme de la taxe professionnelle intervenue la même année.

Il était donc question depuis toujours que cette dotation soit figée. Or et contre toute attente, lors de l'adoption de la Loi de Finances pour 2018 cette dotation est devenue une variable d'ajustement de l'enveloppe normée avec une prévision de baisse de 15% au titre de l'exercice 2018.

L'article 77 de la Loi de Finances pour 2019 entérine cependant la suppression de la minoration de la DCRTP prévue et qui n'aura finalement pas été appliquée en 2018

Evolution de la DCRTP 2016-2019

	2016	2017	2018		2019 (prévision)
			Notification	Versement	
CC Pays de Foix	100 590				
CC Canton de Varilhes	92 629				
CA Pays Foix-Varilhes		193 219	162 288	193 219	193 219
DCRTP	193 219	193 219	162 288	193 219	193 219

2.2.2.3. Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)

Créé par la Loi de Finances pour 2012, ce fonds dont la croissance avait été prévue sur 5 années avait vocation à atteindre les 2% des recettes du bloc communal. Toutefois en 2018, il sera maintenu à son niveau 2016, soit 1 milliard d'euros.

Pour 2019, le législateur a décidé de maintenir cette enveloppe à 1 milliard. Ce fonds (prélèvements et versements) ne devrait pas évoluer beaucoup au niveau du bloc communal.

Toutefois, la Communauté d'agglomération va pour la première année depuis sa création bénéficier de son propre coefficient d'intégration fiscale (CIF). Or c'est cet indice qui sert à répartir ce fonds entre l'EPCI et ses communes membres.

Ainsi, dans la mesure où le CIF réel de la Communauté d'agglomération est supérieur au CIF qui lui a été appliqué en 2018, la répartition devrait lui être favorable en 2019.

Valeur du CIF 2016 à 2018

CIF CC du Pays de Foix 2016	0,345435
CIF CC du Canton de Varilhes 2016	0,490123
CIF de 1ère année (CIF moyen des CC de Foix et Varilhes) x 1,05	0,4123293
CIF de 2ème année (CIF calculé - coef national représentatif des dépenses de transfert)	0,3492530
CIF de 3ème année (CIF réel)	0,4080130

FPIC 2016-2019

Reversement	2016		2017	2018	2019 (prévision)
	Foix	Varilhes			
FPIC bloc communal	0	212 165	847 543	716 428	700 000
X CIF	0,345435	0,490123	0,4123293	0,3492530	0,4080130
= FPIC EPCI	0	103 987	349 467	250 215	285 609
FPIC Communes	0	108 178	498 076	466 213	414 391

Prélèvement

FPIC bloc communal	294 408	24 259	32 564	63 025	70 000
X CIF	0,345435	0,490123	0,4123293	0,3492530	0,4080130
= FPIC EPCI	101 699	11 890	13 427	22 012	28 561
FPIC Communes	192 709	12 369	19 137	41 013	41 439

Total

EPCI	-101 699	92 097	336 040	228 203	257 048
Communes	-192 709	95 809	478 939	425 200	372 952
Bloc Communal	-294 408	187 906	814 979	653 403	630 000
		-106 503			

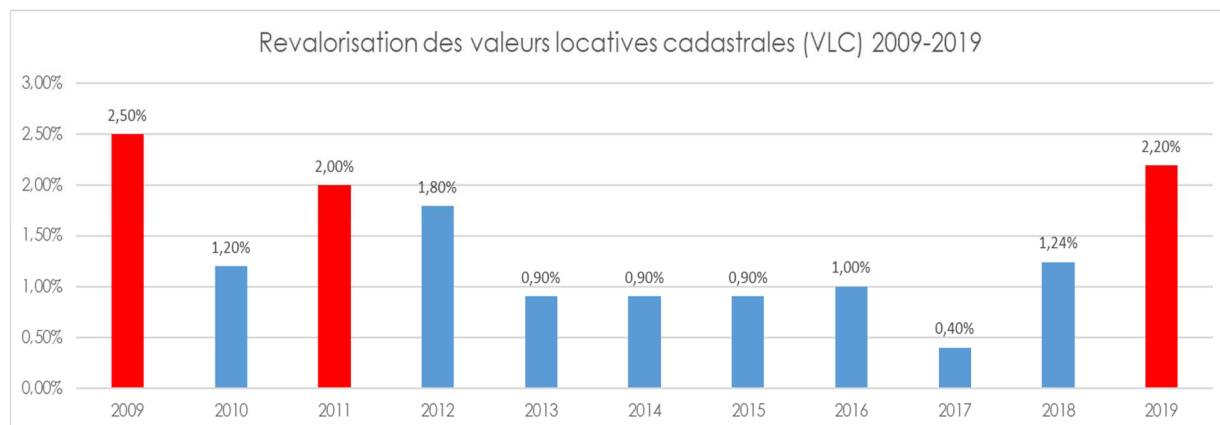
2.2.2.4. Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)

L'automatisation de la gestion du fonds de compensation de la Taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) est reportée au 1^{er} janvier 2020.

2.2.3. Fiscalité

2.2.3.1. Actualisation des valeurs locatives cadastrales

La fiscalité locale est assise sur la valeur locative cadastrale (VLC) des biens servant d'assiette à la fiscalité (biens immobiliers).



Il est à noter que :

- les locaux industriels sont évalués selon la méthode comptable prévue à l'article 1499 du Code général des impôts (CGI)
- depuis le 1^{er} janvier 2017, les locaux professionnels, commerciaux et biens divers définis à l'article 1498 du Code général des impôts (CGI) disposent d'une nouvelle valeur locative révisée (égale à la surface pondérée par un tarif au m²) qui sont assises à partir de loyers réels constatés.

Ainsi à taux constants, le produit fiscal issu des taxes d'habitation, foncières et professionnelles pourrait en 2019 progresser d'environ 200 000 euros.

Evolution prévisionnelle de la Fiscalité Directe (Bases – Taux – Produit) 2017-2019

		2017 (réel)	2018 (notifié)	2019 (prévisionnel)
Taxe d'habitation (TH)	Bases	39 673 377	40 462 000	41 473 550
	Taux	8,52%	8,52%	8,52%
	Produit	3 380 172	3 447 362	3 533 546
Taxe foncière propriétés bâties (TFPB)	Bases	35 059 998	35 727 000	36 620 175
	Taux	0,00%	0,00%	0,00%
	Produit	0	0	0
Taxe foncière propriétés non bâties (TFPNB)	Bases	526 645	521 500	521 500
	Taux	4,33%	4,33%	4,33%
	Produit	22 804	22 581	22 581
Fiscalité ménages	Produit	3 402 976	3 469 943	3 556 127

		2017 (réel)	2018 (notifié)	2019 (prévisionnel)
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	Bases	9 816 349	10 182 000	10 436 550
	Taux	34,52%	34,52%	34,52%
	Produit	3 388 604	3 514 826	3 602 697
Cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE)	Produit	1 121 377	1 179 188	1 200 000
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	Produit	360 676	345 361	350 000
Imposition forfaitaire entreprises de réseaux (IFER)	Produit	161 482	166 136	170 000
Cotisation Economique Territoriale (CET)	Produit	5 032 139	5 205 511	5 322 697
TOTAL		8 435 115	8 675 454	8 878 824

2.2.3.2. De la réforme de la taxe d'habitation à une réforme plus large de la fiscalité locale

Dans la continuité de l'année 2018, le projet de loi de finances pour 2019 traduit l'engagement du Président de la République d'aboutir à une quasi-suppression de la taxe d'habitation pour 80% des ménages.

Rappel du dispositif :

	Bénéficiaires		
	Célibataire	Couple sans enfant	Couple 2 enfants
Revenu fiscal de référence maximum	27 K€/ an	43 K€ / an	55 K€ / an

	Progressivité		
	2018	2019	2020
Taux Dégrèvement	30%	65%	100%

Cette réforme ne devrait pas entraîner de conséquences majeures pour les collectivités locales et la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes en particulier, dans la mesure où :

- L'allègement est neutre puisqu'il s'agit d'un dégrèvement (et non d'une exonération). Dans ce cadre l'Etat se substitue au contribuable en payant la taxe d'habitation à sa place.
- Les assemblées délibérantes conservent (au moins en 2019) la possibilité d'agir sur les taux et la politique d'abattement, y compris pour les contribuables bénéficiant de l'allègement.

Faisant le constat qu'un dégrèvement total de la taxe d'habitation pour environ 80% des contribuables rendait difficilement explicable le maintien de cette taxe pour les 20% restant, le gouvernement a adopté de nouvelles orientations :

- Suppression intégrale de la taxe d'habitation après 2020,
- Conduire une réforme plus large de la fiscalité locale.

La Mission « Finances Locales » coprésidée par MM. Alain RICHARD et Dominique BUR a publié son rapport en mai 2018 et propose les scénarii suivants :

- Soit un remplacement direct de la taxe d'habitation par une fraction d'impôt national partagé avec le bloc communal (une fraction de TVA complétée par une fraction de TICPE – taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques),
- Soit une réallocation intégrale de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) au bloc communal

2.2.3.3. Taxe d'enlèvement des ordures ménagères

La communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes a transféré depuis le 1^{er} janvier 2018 la compétence de collecte des déchets ménagers et assimilés au SPECTOM du PLANTAUREL.

Ce dernier, au regard des importants investissements qu'il doit porter au cours des prochaines années, a d'ores et déjà prévu de revoir, avec un étalement sur 5 ans, le montant des participations à appeler.

Afin d'assurer, in fine, le financement de ce service par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) il convient de prévoir le relèvement, sur 5 années, de son taux moyen pondéré avec une valeur cible de 14,04%.

En outre, dans la mesure où le service rendu sur l'ensemble du territoire Pays Foix-Varilhes est désormais identique, il est apparu opportun de faire converger les taux des 5 zones actuelles vers un taux unique.

Ce double objectif a conduit au scénario suivant :

Lissage du taux de TEOM et reversements au SPECTOM

		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Zone 1 Varilhes	Bases	9 398 199	9 629 626	9 841 478	9 989 100	10 138 936	10 291 020	10 445 386
	Taux	13,71%	14,36%	14,36%	14,36%	14,36%	14,36%	14,04%
	Produit	1 288 493	1 382 814	1 413 236	1 434 435	1 455 951	1 477 791	1 466 532
Zone 2 Foix 1	Bases	13 466 758	13 678 429	13 979 354	14 189 045	14 401 880	14 617 909	14 837 177
	Taux	12,48%	13,08%	13,27%	13,46%	13,66%	13,85%	14,04%
	Produit	1 680 651	1 789 139	1 855 060	1 909 845	1 967 297	2 024 580	2 083 140
Zone 3 Foix 2	Bases	1 459 202	1 489 226	1 521 989	1 544 819	1 567 991	1 591 511	1 615 384
	Taux	11,25%	11,79%	12,24%	12,69%	13,14%	13,59%	14,04%
	Produit	164 160	175 580	186 291	196 038	206 034	216 286	226 800
Zone 4 Foix 3	Bases	4 705 232	4 811 610	4 917 465	4 991 227	5 066 096	5 142 087	5 219 219
	Taux	10,00%	10,48%	11,19%	11,90%	12,62%	13,33%	14,04%
	Produit	470 523	504 257	550 264	593 956	639 341	685 440	732 778
Zone 5 Foix 4	Bases	3 750 008	3 738 950	3 821 207	3 878 525	3 936 703	3 995 753	4 055 690
	Taux	7,50%	7,86%	9,10%	10,33%	11,57%	12,80%	14,04%
	Produit	281 251	293 881	347 730	400 652	455 477	511 456	569 419
TEOM Totale	Base	32 779 399	33 347 841	34 081 494	34 592 716	35 111 607	35 638 281	36 172 855
	TMP	11,85%	12,43%	12,77%	13,11%	13,45%	13,79%	14,04%
	Produit	3 885 078	4 145 671	4 352 581	4 534 926	4 724 100	4 915 553	5 078 669
Participation Appelée par le SPECTOM			4 152 808	4 390 815	4 643 683	4 896 551	4 969 999	5 044 549
Financement par le Budget général			7 137	38 234	108 757	172 451	54 446	-34 120

2.2.3.4. Taxe Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (Gemapi).

Conformément à l'article 1530bis du Code général des impôts (CGI), le conseil communautaire a, par délibération n° 2018/091 du 19 septembre 2018, décidé d'instaurer la taxe Gemapi et de fixer son montant pour 2019 à 170 000 euros.

Taxe Gemapi

	2017	2018	2019 (voté)
Taxe Gemapi		0	170 000

1.1.1.1. Exonération de la cotisation minimale de cotisation foncière pour les entreprises

La loi de finances pour 2018 exonère automatiquement de la cotisation minimale de cotisation foncière des entreprises (CFE) les redevables réalisant un chiffre d'affaire inférieur ou égal à 5 000 euros et prévoit un mécanisme de compensation de cette exonération.

Cette mesure est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

1.1.1.2. Poursuite de la diminution des compensations des exonérations fiscales.

Les « variables d'ajustement » de l'enveloppe normée des dotations aux collectivités locales comprennent notamment la plupart des compensations d'exonération fiscales versées par l'Etat, à l'exception des compensation d'exonération de taxe d'habitation au titre des personnes à condition modeste.

Dès lors, l'évolution des compensations fiscales n'est plus corrélée à la variation de l'assiette de calcul initiale (pertes de recettes induites par les exonérations décidées par l'Etat). Elles diminuent de plus en plus fortement d'année en année.

Compensations exonérations fiscales 2016-2019

	2016 (Foix et Varilhes)	2017	2018	2019 (prévision)
Taxe sur le foncier bâti	0	0	0	0
Taxe sur le foncier non bâti	146	59	47	28
Dotations uniques spécifiques	29 511	9 184	5 965	3 579
Taxe d'habitation	155 724	209 635	223 087	229 780
Total compensations	185 381	218 878	229 099	233 387
Evolution Compensation décorrélée des bases exonérées		-68,83%	-34,96%	-40,00%
Evolution Compensation TH		34,62%	6,42%	3,00%

3. Bilan 2018 et orientations budgétaires

3.1. Première approche du compte administratif pour 2018

3.1.1. Budget principal

Si l'exercice 2017 a été l'année de création de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes, l'exercice 2018 aura également été une année de construction avec des évolutions financières nombreuses et importantes afin de financer en année pleine les compétences qui se sont structurées en 2017 mais également assurer le début du financement des compétences nouvelles.

Les présentations qui vont suivre sont encore indicatives, dans l'attente de la clôture de l'exercice 2018 ; toutefois, au vu des premiers éléments analysés, il est possible d'estimer le résultat de clôture à environ 3.5 M€ (pour mémoire le résultat de clôture 2017 s'élevait à 3,4 M€).

Résultat pour 2018 du Budget Principal

	Fonctionnement	investissement (hors RAR)	Total
Recettes de l'exercice	23 034 009,97	3 396 425,67	26 430 435,64
Dépenses de l'exercice	23 522 388,51	3 479 733,22	27 002 121,73
= Résultat de l'exercice	-488 378,54	-83 307,55	-571 686,09
+/- résultat reporté	3 740 397,74	-177 938,35	3 562 459,39
+ affectation du résultat	0,00	542 433,00	542 433,00
= Résultat de clôture	3 252 019,20	281 187,10	3 533 206,30

Chaîne de l'épargne 2018

Recettes de Gestion	22 258 783,01
- Charges de Gestion	21 641 492,26
= Résultat d'exploitation	617 290,75
+ Résultat Financier	-415,91
+ Résultat Exceptionnel	510 667,19
Epargne de Gestion	1 127 542,03
+ Remboursement des intérêts de la dette	236 313,97
Epargne Brute (CAF)	891 228,06
+ Remboursement du Capital de la Dette	500 618,32
= Epargne Nette	390 609,74

Financement des investissements 2018

Dépenses d'Equipement (Hors RAR)	2 953 250,90
- Epargne Nette	390 609,74
- FCTVA	366 294,20
- Subventions	1 444 160,87
- Cessions	180 500,00
- Emprunt	0,00
= Besoin de Financement	571 686,09

Constitution du fonds de roulement 2018

Fonds de roulement au 01/01/2018	4 104 892,39
- Besoin de Financement	571 686,09
= Fonds de roulement au 31/12/2018	3 533 206,30

Structure du Budget 2018

Dépenses		Recettes
Dépenses de gestion 3,03 M€ 13%	Section de Fonctionnement 23,09 M€	Recettes de Geston 2,78 M€ 12%
Charges de personnel 7,07 M€ 31%		Fiscalité 14,03 M€ 61%
Reversement de fiscalité 3,30 M€ 14%		
Contributions 8,30 M€ 36%		Dotations 6,02 M€ 27%
Charges Financières - 0,24 M€ - 1% AUTOFINANCEMENT 0,89 M€ (5%)		
Dépenses d'Equipement 2,69 M€ 84%	Section d'Investissement 3,19 M€	AUTOFINANCEMENT 0,89 M€ (28%)
Capital de la dette - 0,50 M€ - 16%		Dotations et subventions 1,54 M€ - 48%
		Cessions - 0,18 M€ - 6%
		Besoin de Financement - 0,58 M€ - 18%
Fonds de roulement au 01/01/2018 - Besoin de Financement de l'exercice = Fonds de roulement au 31/12/2018		4 104 892,39 571 686,09 3 533 206,30

3.1.2. Budget annexe « mobilité »

Ce budget retrace les opérations réalisées pour les services « Navette » et « Transport à la demande ».

Résultat pour 2018 du Budget annexe « mobilité »

	Fonctionnement	investissement (hors RAR)	Total
Recettes de l'exercice	286 803,07	0,00	286 803,07
Dépenses de l'exercice	246 411,22	0,00	246 411,22
= Résultat de l'exercice	40 391,85	0,00	40 391,85
+/- résultat reporté	-36 154,00	0,00	-36 154,00
+ affectation du résultat	0,00	0,00	0,00
= Résultat de clôture	4 237,85	0,00	4 237,85

3.1.3. Budget Annexe « ateliers relais »

Ce budget retrace principalement des opérations de « crédit-bail » consenties par la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes pour faciliter l'implantation d'entreprises.

Résultat pour 2018 du Budget annexe « ateliers relais »

	Fonctionnement	Investissement (hors RAR)	Total
Recettes réelles de l'exercice	65 776,80	38 887,00	104 663,80
Dépenses réelles de l'exercice	65 708,75	38 887,00	104 595,75
= Résultat de l'exercice	68,05	0,00	68,05
+/- résultat reporté	1 167,00	145,00	1 312,00
+ affectation du résultat			0,00
= Résultat de clôture	1 235,05	145,00	1 380,05

3.1.4. Budget annexe « Zones d'activités économiques »

Ce budget retrace les opérations d'aménagement été de commercialisation de toutes les zones d'activités économiques gérées par la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes.

Quoique la nomenclature comptable soit à l'instar du budget principal la M14, le fonctionnement de ce budget est un peu particulier dans la mesure où sa principale vocation est de suivre le « stock » de terrains à commercialiser.

Résultat pour 2018 du Budget annexe « zones d'activités économiques »

	Fonctionnement	investissement (hors RAR)	Total
Recettes de l'exercice	1 094 294,33	925 270,75	2 019 565,08
Dépenses de l'exercice	1 087 131,21	1 163 582,05	2 250 713,26
= Résultat de l'exercice	7 163,12		7 163,12
+/- résultat reporté	0,00	-119 106,00	-119 106,00
+ affectation du résultat	0,00	19 160,34	19 160,34
= Résultat de clôture	7 163,12	-99 945,66	-92 782,54

3.1.5. Présentation consolidée

Les budgets annexes ayant vocation à être équilibrés, le résultat consolidé devrait être proche du résultat du budget principal. Toutefois, les budgets des zones d'activités économiques ne suivent pas cette logique d'équilibre annuel, celui-ci ne peut être obtenu qu'en fin de commercialisation.

Dès lors en phase d'aménagement de zones, le résultat consolidé fait ressortir le déficit des zones d'activités économiques.

Résultat pour 2018 du budget consolidé de la Communauté d'agglomération

	Fonctionnement	investissement (hors RAR)	Total
Recettes de l'exercice	24 480 884,17	4 360 583,42	28 841 467,59
Dépenses de l'exercice	24 921 639,69	4 682 202,27	29 603 841,96
= Résultat de l'exercice	-440 755,52	-321 618,85	-762 374,37
+/- résultat reporté	3 705 410,74	-296 899,35	3 408 511,39
+ affectation du résultat	0,00	561 593,34	561 593,34
= Résultat de clôture	3 264 655,22	-56 924,86	3 207 730,36

3.2. Gestion de la dette

Depuis sa création au 1^{er} janvier 2017, la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes n'a pas eu à recourir à l'emprunt.

Ainsi en deux années la Communauté d'agglomération a réduit son endettement global de près de 1,5 M€, soit une baisse de 17,74% de sa dette et une diminution de son annuité totale de près de 200 K€ par an.

Ainsi, compte tenu des taux actuels (voir infra chapitre 2.1.3 - Normalisation progressive de la politique monétaire), on peut estimer que la Communauté d'agglomération a reconstitué une capacité à mobiliser un emprunt de 3,2 M€

Simulation d'un emprunt de 3,2 M€

Montant emprunté	Durée	Taux	Annuité
3 200 000 €	20 ans	1,7%	190 081,67

Il est également à noter que la Communauté d'agglomération dispose d'une dette très « sécurisée » puisqu'exclusivement adossée à des taux fixes.

3.2.1. Budget principal

La dette du budget principal est composée de 15 emprunts dont le capital restant dû au 1^{er} janvier 2019 est de 5,61 M€ :

Evolution du capital restant dû (CRD) du budget principal 2017-2019

Emprunteur	nbre de contrats	01/01/2017		01/01/2019		
		Capital restant dû	Taux moyen	Capital restant dû	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne
CC Canton de Varilhes	13	2 776 790,18	4,00%	2 233 386,21	3,96%	8 ans
CC Pays de Foix	2	3 869 200,10	4,07%	3 372 885,02	4,09%	12 ans
TOTAL	15	6 645 990,28	4,04%	5 606 271,23	4,04%	11 ans

Si la dette est sécurisée (exclusivement adossée à des taux fixes) elle est également, au regard des taux actuels, relativement chère.

La renégociation emprunts contractés à taux fixes n'est pas aisée mais il pourrait être opportun de travailler sur la dette contractée par la Communauté de communes du Pays de Foix qui ne concerne que deux contrats pour une durée résiduelle de plus de 10 ans.

Amortissement du Capital 2017-2019

	2017	2018	2019
Capital restant dû au 01/01/n	6 645 990,28	6 100 430,55	5 606 271,23
Annuité	810 450,51	738 020,71	718 208,13
... dont capital	545 559,73	494 159,32	494 098,72
... dont intérêts	264 890,78	243 861,39	224 109,41

En deux années (2017 et 2018) la dette du budget principal a diminué de 1,04 M€ et l'annuité a été réduite de 92 000 euros et va continuer de diminuer tous les ans.

En effet, d'une part, l'emprunt de 4 M€ contracté par la Communauté de communes du Pays de Foix en 2011 pour la construction du Pôle de services a été conclu à amortissement constant (et non à annuité constante comme cela s'applique le plus souvent).

En outre, en 2022 un emprunt arrivera à terme.

Tableau d'extinction de la dette du budget principal 2017-2026

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Annuité	810	738	718	710	701	679	624	616	607	568
... Capital	546	494	494	506	517	517	483	494	505	486
... Intérêts	265	244	224	204	183	162	141	122	102	82
Evolution		-72,43 -27%	-19,81 -8%	-8,58 -4%	-8,71 -4%	-21,96 -12%	-54,53 -34%	-8,61 -6%	-8,68 -7%	-39,07 -38%

Ainsi le budget principal, à l'issue de l'exercice 2019, au cours duquel le recours à l'emprunt n'est pas prévu, aura reconstitué une capacité à emprunter de 1,7 M€.

Simulation d'un emprunt de 1,7 M€

Montant emprunté	Durée	Taux	Annuité
1 700 000 €	20 ans	1,7%	100 980,89

3.2.2. Budget annexe « Ateliers relais »

Le budget annexe « Ateliers relais » ne compte plus qu'un seul emprunt au 1^{er} janvier 2019. Celui-ci a été contracté pour financer l'immobilier mis à la disposition de l'entreprise Marion Technologie et est intégralement remboursé chaque année par cette entreprise.

Ainsi, le poids de la dette de ce budget est nul.

Evolution du capital restant dû (CRD) du Budget Annexe « ateliers relais » 2017-2019

Emprunteur	nbre de contrats	01/01/2017		01/01/2019		
		Capital restant dû	Taux moyen	Capital restant dû	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne
CC Canton de Varilhes	2	651 794,22	4,51%	557 125,67%	4,45%	11 ans
CC Pays de Foix	0	0	0,00%	0	0,00%	0 an
TOTAL	2	651 794,22	4,51%	557 125,67%	4,45%	11 ans

3.2.3. Budget Annexe « Zones d'activités économiques »

5 emprunts avaient été contractés par la Communauté de communes du Canton de Varilhes pour procéder aux acquisitions foncières et réaliser les aménagements de ses zones d'activités Delta Sud, Bigorre et Graussette.

Evolution du Capital restant dû (CRD) du budget annexe « Zones d'activités économiques » 2017-2019

Emprunteur	nbre de contrats	01/01/2017		01/01/2019		
		Capital restant dû	Taux moyen	Capital restant dû	Taux moyen	Durée résiduelle moyenne
CC Canton de Varilhes	5	969 422,23	2,82%	637 272,13	2,49%	6 ans
CC Pays de Foix	0	0	0,00%	0	0,00%	0 an
TOTAL	5	969 422,23	2,82%	637 272,13	2,49%	6 ans

Les annuités de cette dette sont couvertes pour partie par la vente des terrains. Le solde, qui constitue une aide à l'installation des entreprises, doit être financé par les subventions de la Région et, in fine, du budget principal.

L'aménagement de la zone d'Escoubetou (2^{ème} tranche) et le lancement des études pour la zone de Pélissou en 2019 vont nécessiter de recourir à un emprunt de préfinancement.

Tableau d'extinction de la dette du budget annexe « Zones d'activités économiques » 2017-2026

Dette ancienne

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Annuité	190	190	120	120	120	85	85	85	78	0
... Capital	163	169	104	107	110	78	80	81	76	0
... Intérêts	27	21	16	13	10	7	5	3	2	0

Dette Nouvelle (hypothèse de 2 M€ en 2019)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Annuité				119	119	119	119	119	119	119
... Capital				85	86	88	89	91	92	94
... Intérêts				34	33	31	30	28	27	25

Dettes Totales

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Annuité				239	239	204	204	204	197	119
... Capital				192	196	166	169	172	168	94
... Intérêts				47	43	39	35	31	29	25

3.3. Gestion du Personnel

Le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires précise que le rapport comporte, en matière de personnel, au titre de l'exercice en cours, ou le cas échéant du dernier exercice connu, des informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel...

3.3.1. Répartition des effectifs par type de contrats

	1 ^{er} janvier 2018	1 ^{er} janvier 2019
Titulaires, stagiaires	113	137
Contrats de droit public	76	54
<i>dont assistantes maternelles</i>	14	13
Contrat de droit privé - emploi avenir	1	1
TOTAL	190	192

3.3.2. Rémunération (traitement indiciaire et régime indemnitaire, hors charges patronales et divers)

	Rémunérations 2017	% du chapitre 012 _ CA 2017	Rémunérations 2018	% du chapitre 012 _ BP 2018
Titulaires et stagiaires	3 034 784 €	50%	2 766 100 €	38%
Contractuels (dont emploi avenir)	1 095 435 €	18%	2 080 000 €	29%

3.3.3. Régime indemnitaire

Le 1^{er} novembre 2018 a marqué l'harmonisation de l'attribution des régimes indemnitaires (primes et indemnités, y compris le RIFSEEP _ régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, expertises et expériences professionnelles). Le coût de cette harmonisation est réparti en trois phases

Coût de la mise en place : 2018	Coût de la mise en place : 2019	Coût de la mise en place : 2020
<i>Impact financier au 1^{er} novembre 2018</i>	<i>Modification des catégories des concernés au 1^{er} janvier 2019 et passage à la 2^{de} tranche de RI au 1^{er} novembre 2019</i>	<i>1^{ère} année pleine prenant en compte toutes les évolutions connues à ce jour</i>
8 796€	55 714€	70 676€

La NBI (nouvelle bonification indiciaire) est relativement stable de 2018 à 2019.

La prévision 2018 a été respectée, 41.000€ pour une dépense réelle de 40.169€.

La prévision 2019 s'élève à 43.000€. L'évolution est expliquée par les évolutions de direction et de recrutements décidés fin 2018.

Heures supplémentaires : Le budget alloué aux heures supplémentaires concerne peu de services, et répond à des cas précis :

- agents en contrat à durée déterminée pour accroissement temporaire d'activité ;
- agents en contrat à durée déterminée pour remplacement de moins de 6 mois ;
- interventions en astreinte des agents techniques basés au centre aquatique ;
- assistantes maternelles.

Avantages en nature, sont concernés :

- logement : 1 agent ;
- participation aux contrats individuels santé : 73 agents ;
- participation aux contrats individuels prévoyance : 86 agents ;
- véhicule : 1 agent.

Des baisses sont constatées quant aux demandes de participations sur contrats labellisés :

- -32% pour la santé
- -30% pour la prévoyance

3.3.4. Evolution des emplois permanents

	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C (dont assistantes maternelles)	Total
1^{er} janvier 2017	20	37	118	175
	16.65 ETP	30.75 ETP	110.20 ETP	157.60 ETP
1^{er} janvier 2018	23	56	111	190
	19,19 ETP	49,65 ETP	100,22 ETP	169,06 ETP
1^{er} janvier 2019	27	59	106	192
	24.65 ETP	52.36 ETP	99.35 ETP	176.36 ETP
	14%	31%	55%	-
<i>Répartition fonction publique territoriale</i>	10%	15%	75%	-

ETP : Equivalent temps plein

Une évolution des proportions des catégories A et B est constatée dès le 1^{er} février 2019, suite à l'application de la revalorisation des cadres d'emploi des éducateurs de jeunes enfants et des assistants socio-éducatifs, passant de B vers A.

Il est relevé une diminution des postes à temps non complet :

- 1^{er} janvier 2018 : 11% des postes
- 1^{er} janvier 2019 : 8% des postes

	1^{er} janvier 2017	1^{er} janvier 2018	1^{er} janvier 2019
Filière administrative	21	25	28
Filière technique	58	33	29
Filière culturelle	38	38	38
Filière sportive	6	6	6
Filière animation	3	12	13
Filière médico-sociale	35	62	65
Hors filières	14	14	13
	175	190	192

3.3.5. Etat des lieux de la parité

Répartition des effectifs permanents pourvus

	Sexe	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C (dont assistantes maternelles)	Total
1 ^{er} janvier 2017	Femmes	15	20	74	109
	Hommes	5	17	44	66
1 ^{er} janvier 2018	Femmes	17	38	92	147
	Hommes	6	18	19	43
1 ^{er} janvier 2019	Femmes	21	40	88	149
	Hommes	6	19	18	43

Une forte représentation féminine est constatée, que l'on retrouve dans la filière médico-sociale, largement présente dans les services de la communauté d'agglomération. Répartition au 1^{er} janvier 2019

Filière	Femmes	Hommes
Filière administrative	22	6
Filière technique	18	11
Filière culturelle	21	17
Filière sportive	2	4
Filière animation	9	4
Filière médico-sociale	64	1
Hors filières	13	0
TOTAL	149	43

3.4. Prévision 2019 par « pôle de services »

Les services de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes sont retracés dans le budget principal en 7 pôles :

- **le pôle enfance - petite enfance** regroupe les services destinés à la petite enfance (multi-accueils, relais assistantes maternelles (RAM), lieux d'accueil enfants et parents (LAEP)) et à l'enfance (centres de loisirs et ludothèques),
- **Le pôle sport, culture et solidarités regroupe :**
 - o le service sport assure l'entretien et le fonctionnement du centre aquatique et des salles omnisports de Ferrières et Vernajoul
 - o le service culture regroupe les médiathèques et le réseau de lecture intercommunal ainsi que les écoles de musiques, mais également le centre d'histoire, de la résistance et de la déportation de Varilhes
 - o le service des solidarités qui assure principalement la gestion du centre local d'information et de coordination (CLIC) et de la résidence autonomie de Varilhes

- **le pôle économie** assure les missions d'animation et de dynamisation des activités économiques des centres villes (FISAC) et d'aménagement et commercialisation des zones d'activités économiques
- **le pôle habitat et aménagement** assure la mise en place et le suivi de la politique intercommunale de l'habitat et de l'aménagement de l'espace, ainsi que le suivi des aires d'accueil des gens du voyage
- **le pôle tourisme** assure la promotion touristique via notamment l'office du tourisme ainsi que la gestion du musée des Forges de Pyrènes
- **le pôle technique** regroupe les services suivants :
 - o mobilité : navette, transport à la demande et transport scolaire
 - o déchets ménagers
 - o gestion du centre technique intercommunal
 - o environnement avec notamment la gestion des milieux aquatiques (Gemapi)
- **le pôle administration générale** qui regroupe l'ensemble des opérations « non affectées », les services supports de la communauté d'agglomération et les locations d'immeubles

Entre 2017 et 2018 l'évolution des compétences exercées par la Communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes (transport, Gemapi) ou leur mode de gestion (transfert total de la collecte des déchets ménagers au SMECTOM et intégration de l'association Delta enfants jeunes) ont conduit à modifier, de manière plus ou moins sensible, le poids de chaque pôle au sein du budget communautaire.

Il convient donc d'analyser les résultats des exercices achevés et commencer à envisager les crédits nécessaires pour les exercices à venir, il paraît utile de réaliser une approche détaillée par pôle.

3.4.1. Pôle enfance – petite enfance

Evolution des dépenses et recettes réelles de fonctionnement du pôle enfance – petite enfance (2017-2018)

	2017	2018
Chap 011 - charges à caractère général	454 454,79	921 443,51
Chap 012 - charges de personnel	1 760 450,14	3 172 599,57
Chap 014 - atténuation de recettes	22 290,00	0,00
Chap 65 - autres charges de gestion courante	1 121 095,84	308 762,98
Chap 66 - charges financières (hors dette)	0,00	11 043,55
Chap 67 - charges exceptionnelles	0,00	45 809,90
DEPENSES RELLES	3 358 290,77	4 459 659,51

	2017	2018
Chap 013 - atténuation de charges	57 177,63	68 188,21
Chap 70 - produits des services	319 528,39	762 004,71
Chap 73 - impôts et taxes	0,00	0,00
Chap 74 - dotations et participations	1 374 741,41	1 942 298,37
Chap 75 - autres produits de gestion	9,00	226,77
Chap 77 - produits exceptionnels	1 183,24	282 165,15
RECETTES REELLES	1 752 639,67	3 054 883,21
RESULTAT REEL	-1 605 651,10	-1 404 776,30

Petite enfance

Le 1^{er} janvier 2018, la Communauté d'agglomération a intégré l'association Delta enfants jeunes qui assurait la gestion de cette compétence (petite enfance, enfance et ludothèque) sur le territoire de l'ex Communauté » de communes du canton de Varilhes.

Jusqu'alors la Communauté d'agglomération versait une subvention à cette association qui en contrepartie supportait les charges (de personnel principalement) et encaissait les redevances des familles, les prestations de service de la caisse d'allocation familiales (CAF) et de la mutualité sociale agricole (MSA) et la subvention du Conseil départemental de l'Ariège.

En matière de petite enfance, il convient de noter que le nouveau multi-accueil de Montgailhard, dont les travaux ont commencé en 2018, ouvrira ses portes en septembre 2019. Cet nouvel équipement qui permettra de passer de 8 enfants à accueillis à 30 voire 34 enfants. Cette évolution induira de fait une augmentation des charges de personnel et une revalorisation des prestations de services de la caisse d'allocation familiales et de la mutualité sociale agricole mais également une hausse des redevances.

Cette évolution n'impactera toutefois que partiellement le budget 2019 (4/12^{ème}) et pèsera en année pleine dès l'exercice 2020.

Enfin, en 2018, après que le juge administratif a conclu à une faute de la maîtrise d'œuvre dans les désordres constaté sur la toiture du multi-accueil de Ferrières, la Communauté d'agglomération a encaissé un montant d'indemnités de 137 000 € (chapitre 77). Il conviendra en 2019 que d'importants travaux de reprises soient réalisés en 2019, soit une dépense d'environ 200 000 € qui sera supportée par la section de fonctionnement.

Enfance

A compter du 1^{er} septembre 2018, l'intérêt communautaire en matière d'accueil de loisirs a été modifié. Un marché a été conclu avec les Francas du Pays de Foix pour étendre cette compétence d'où une croissance des dépenses de 100 000 € en 2018, et de 290 000 € supplémentaires en 2019.

En contrepartie la Communauté d'agglomération perçoit désormais les redevances des familles (18 000 € en 2018 et 72 000 € en 2019), les prestations de services de la CAF et de la MSA (19 500 € en 2018 et 29 500 euros en 2019) et une réduction de l'attribution de compensation versée à la commune de Saint-Paul de Jarrat (- 1 200 € en 2018 et -12 000 € en 2019).

En outre à partir du mois d'avril 2019, certains personnels de la Communauté d'agglomération seront mis à la disposition de l'association les Francas du Pays de Foix, soit une recette supplémentaire attendue en 2019 d'environ 43 000 euros.

Enfin un nouveau marché a été conclu pour le transport des enfants les mercredis après-midi sur six circuits distincts. Le coût de ce service, pour la période de septembre à décembre a été porté à environ 9 000 euros et devrait, en année pleine sur 2019, s'élever à 21 000 euros.

3.4.2. Pôle sport, culture et solidarités

Evolution des dépenses et recettes réelles de fonctionnement du pôle sport, culture et solidarités (2017-2018)

	2017	2018
Chap 011 - charges à caractère général	786 485,04	893 291,50
Chap 012 - charges de personnel	1 868 968,61	2 212 018,80
Chap 014 - atténuation de recettes	0,00	0,00
Chap 65 - autres charges de gestion courante	31 016,70	38 323,45
Chap 66 - charges financières (hors dette)	39 765,73	35 012,51
Chap 67 - charges exceptionnelles	0,00	438,50
DEPENSES RELLES	2 726 236,08	3 179 084,76

	2017	2018
Chap 013 - atténuation de charges	44 528,76	27 150,73
Chap 70 - produits des services	747 114,73	771 841,03
Chap 73 - impôts et taxes	0,00	0,00
Chap 74 - dotations et participations	197 512,79	178 193,31
Chap 75 - autres produits de gestion	34 883,47	30 870,50
Chap 77 - produits exceptionnels	9 481,44	126 735,32
RECETTES REELLES	1 033 521,19	1 134 790,89

	-1 692 714,89	-2 044 293,87
--	----------------------	----------------------

Le service des sports (centre aquatique et salles omnisports) n'a pas connu de changements notables en 2018. On note cependant :

- Un sinistre intervenu au cours du premier semestre 2018 au sein du centre aquatique (incendie d'un tableau électrique) qui aura induit une baisse d'activité (baisse des redevances évaluée à 30 000 €) et un accroissement des charges de fonctionnement (location de groupes électrogènes, achat de gazole et coût des réparations) pour près de 140 000 €.

L'assurance a d'ores et déjà indemnisé la Communauté d'agglomération des frais engagés au titre des mesures conservatoires et des travaux de remise en état (125 000 euros). Le dossier relatif à la perte d'exploitation reste pendant.

Ainsi pour 2019, il convient de prévoir une augmentation des redevances du centre aquatique correspondant à la perte de recettes de 2018 (+30 000 €), à l'augmentation des tarifs pour 2019 (+10 000 €) et à la convention passée avec la salle de sports Perrine Laffont (+8 000 €) ainsi que l'indemnisation de la perte de recettes 2018 (+30 000 €).

Le service culture n'a pas connu de bouleversement en 2018.

Pour autant, l'exercice 2018 aura supporté en année pleine les évolutions intervenues en septembre 2017, notamment en matière de personnel suite à l'intégration de l'association école de musique de Varilhes en septembre 2017 (l'école de musique de Foix ayant été intégrée en janvier 2017) mais également compte tenu des augmentations des heures de cours intervenues en septembre 2017 et en 2018.

Quelques changements sont intervenus au niveau des médiathèques et du réseau de lecture dans la mesure où les frais d'acquisitions de livres, qui constituent un élargissement du fonds

documentaire initial, ont été transférés en section d'investissement. Ce transfert a permis d'enregistrer une baisse de 50 000 € des dépenses de fonctionnement et de bénéficier du FCTVA sur ces acquisitions (soit une recette nouvelle de 8 000 €).

En 2019, le départ en retraite de la responsable du service a été anticipé. Un tuilage sur 3 mois (janvier – mars 2019) a été organisé et devrait engendrer une hausse des charges de personnel d'environ 12 K€.

Le services solidarité

Avec l'agrandissement du foyer logement de Varilhes, le budget annexe du foyer logement devrait à compter de 2019 parvenir à l'équilibre et rembourser au budget principal la totalité des charges de personnel mis à sa disposition, soit une recette nouvelle de 45 000 €.

3.4.3. Pôle économie

Evolution des dépenses et recettes réelles de fonctionnement du pôle économie (2017-2018)

	2017	2018
Chap 011 - charges à caractère général	18 883,66	11 665,90
Chap 012 - charges de personnel	64 510,04	71 332,00
Chap 014 - atténuation de recettes	0,00	0,00
Chap 65 - autres charges de gestion courante	7 300,00	162 700,00
Chap 66 - charges financières (hors dette)	0,00	0,00
Chap 67 - charges exceptionnelles	0,00	0,00
DEPENSES REELLES	90 693,70	245 697,90

	2017	2018
Chap 013 - atténuation de charges	0,00	0,00
Chap 70 - produits des services	13 750,00	13 750,00
Chap 73 - impôts et taxes	0,00	0,00
chap 74 - dotations et participations	0,00	4 500,00
Chap 75 - autres produits de gestion	0,00	0,00
Chap 77 - produits exceptionnels	1 500,00	4 925,83
RECETTES REELLES	15 250,00	23 175,83

RESULTAT REEL	-75 443,70	-222 522,07
----------------------	-------------------	--------------------

En 2018, les charges du pôle économie ont considérablement augmenté du fait de :

- la réalisation des études relatives au schéma de développement économique (SDE) pour 60 200 €
- l'adhésion à l'agence Ariège Attractivité (AAA) pour 64 000 €

En 2019, la charge liée aux études ne sera pas reconduite (soit une baisse de charges de 60 200 €) et une subvention d'un montant de 30 100 € sera versée par la Caisse des dépôts et consignations (pour la réalisation du SDE).

Il est également à noter que la convention entre la Communauté d'agglomération, la ville de Foix et le FNADT pour le financement du poste d'animateur de centre-ville (respectivement

25% - 25% - 50%) s'achèvera à la fin du 1^{er} trimestre 2019. La Communauté d'agglomération et la ville ont convenu de poursuivre le financement à parité de ce poste (soit une baisse de recettes, du fait de la fin de la subvention, d'environ 10 000 € par an pour la Communauté d'agglomération.

Avec le lancement en 2019 des travaux d'aménagement de la zone d'activités économiques Escoubetou 2 (qui sera suivie de Joulieu 2 et de Pelissou) et compte tenu des déficits prévisionnels de commercialisation, il pourrait être opportun, à partir de l'exercice 2019, qu'une subvention annuelle de 50 000 € à 100 000 € soit versée au budget annexe des « zones d'activités économiques ».

3.4.4. Pôle habitat et aménagement

Evolution des dépenses et recettes réelles de fonctionnement du pôle habitat et aménagement (2017-2018)

	2017	2018
Chap 011 - charges à caractère général	194 061,26	157 848,06
Chap 012 - charges de personnel	0,00	55 184,93
Chap 014 - atténuation de recettes	0,00	0,00
Chap 65 - autres charges de gestion courante	63 921,00	136 731,20
Chap 66 - charges financières (hors dette)	5 214,90	4 514,56
Chap 67 - charges exceptionnelles	0,00	0,00
DEPENSES REELLES	263 197,16	354 278,75
	2017	2018
Chap 013 - atténuation de charges	0,00	0,00
Chap 70 - produits des services	0,00	0,00
Chap 73 - impôts et taxes	0,00	0,00
chap 74 - dotations et participations	55 512,00	190 986,00
Chap 75 - autres produits de gestion	0,00	0,00
Chap 77 - produits exceptionnels	0,00	0,00
RECETTES REELLES	55 512,00	190 986,00
RESULTAT REEL	-207 685,16	-163 292,75

Si la Communauté d'agglomération exerçait les compétences du pôle habitat et aménagement dès 2017, celui-ci n'a été effectivement érigé en pôle qu'à compter de 2018. Ainsi, les charges de personnel correspondantes, auparavant supportées par le budget du pôle technique, sont désormais affectées à ce pôle.

Aires d'accueil des gens du voyage : l'année 2018 aura été marquée par le changement de délégataire pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage (AAGV). Ce changement est intervenu sans impact financier.

Habitat : en 2018, l'élaboration du programme local de l'habitat (PLH) a été commandée à l'AUAT pour un montant de 65 600 €. Cette charge ne sera pas reconduite en 2019 et la Communauté d'agglomération percevra une subvention du Conseil départemental de l'Ariège de 21 000 €.

En matière de gestion de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) et du programme d'intérêt général (PIG), les subventions (Conseil départemental de l'Ariège et Agence nationale de l'habitat) versées au titre des exercices 2017 et 2018 pour près de 191 000 € ont été comptabilisées sur le budget 2018. En 2019, ces subventions ne concerneront que l'exercice 2019 pour un montant de 97 000 €.

Enfin, la Communauté d'agglomération s'est engagée avec de la commune de Foix dans un vaste programme de renouvellement et de redynamisation du cœur de ville via notamment l'adhésion aux dispositifs suivants :

- Le nouveau programme national pour la rénovation urbaine (NPNRU) qui donnera lieu à la signature en 2018 de la convention ANRU,
- Le dispositif cœur de ville.

A ce titre, la communauté d'agglomération bénéficiera dès 2019 de soutiens financiers de l'agence nationale d'amélioration de l'habitat (ANAH) pour le financement des postes de :

- Chef de projet action cœur de ville (50% des charges annuelles d'un équivalent temps plein),
- Chef de projet convention ANRU (financement de 230 000 euros sur 5 ans).

3.4.5. Pôle tourisme

Evolution des dépenses et recettes réelles de fonctionnement du pôle tourisme (2017-2018)

	2017	2018
Chap 011 - charges à caractère général	266 919,03	308 990,14
Chap 012 - charges de personnel	451 919,93	484 656,80
Chap 014 - atténuation de recettes	53 938,45	56 062,90
Chap 65 - autres charges de gestion courante	298 066,43	299 275,41
Chap 66 - charges financières (hors dette)	1 555,04	1 082,37
Chap 67 - charges exceptionnelles	1 365,20	1 054,40
DEPENSES REELLES	1 073 764,08	1 151 122,02

	2017	2018
Chap 013 - atténuation de charges	32 986,64	17 732,80
Chap 70 - produits des services	317 429,39	352 928,65
Chap 73 - impôts et taxes	53 938,45	56 062,90
Chap 74 - dotations et participations	0,00	31 988,00
Chap 75 - autres produits de gestion	10 560,39	8 200,00
Chap 77 - produits exceptionnels	9 164,13	649,89
RECETTES REELLES	424 079,00	467 562,24

RESULTAT REEL	-649 685,08	-683 559,78
----------------------	--------------------	--------------------

En 2017 et 2018, le pôle tourisme fonctionnait en régie directe pour la gestion du musée des forges de Pyrénées et sous la forme associative pour la partie « Office de tourisme ».

L'association Office de Tourisme Foix Ariège Pyrénées a reçu en 2018 une subvention de fonctionnement de 286 000 € et un reversement de taxe de séjour de 56 062,90 €.

Afin de rationaliser la compétence communautaire en matière de promotion du tourisme, le conseil communautaire a, par délibération du 12 décembre 2018, décidé la création d'un office de tourisme sous la forme d'un établissement public industriel et commercial (EPIC) au 1^{er} janvier 2019.

Ce nouvel établissement sera donc chargé de réaliser les missions précédemment assurées en matière de développement et de promotion touristique par l'association Office de tourisme Foix Ariège Pyrénées et la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes.

Ainsi, l'exercice 2019 sera un exercice de transition au cours duquel le budget principal de la Communauté d'agglomération continuera de supporter certaines charges de gestion pour le compte de l'EPIC office de tourisme dans l'attente du transfert des contrats, personnels (ces prises en charges donneront lieu à refacturation).

Ainsi, si la lisibilité au cours de l'exercice 2019 risque d'être quelque peu impactée par ces flux importants entre ces deux budgets, l'objectif est cependant que la création de l'EPIC se fasse sans surcoût pour la Communauté d'agglomération (une augmentation de 14 000 € a toutefois été consentie afin notamment de permettre à ce nouvel établissement de financer le surcoût salarial que doit générer l'application de la convention collective des organismes de tourisme).

Budgets en année pleine du pôle tourisme et de l'EPIC tourisme

	CA 2018 CAPFV	BP 2019			
		ASSO	EPIC	CAPFV	TOTAL
Charges à Caractère général	308 990,14	0,00	543 932,00	159 041,00	702 973,00
Charges de personnel	484 656,80	69 688,00	519 914,00	195 296,00	784 898,00
Reversement fiscalité	56 062,90	0	0	67 000,00	67 000,00
Subvention versée	299 275,41	68 569,00	0,00	513 125,00	581 694,00
Autres charges	2 136,77	0,00	0,00	0	0,00
Amortissements	35 207,37	0	21 700,00	35 208,00	56 908,00
Dépenses de Fonctionnement	1 186 329,39	138 257,00	1 085 546,00	969 670,00	2 193 473,00
Produits des services	352 928,65	42 714,00	473 649,00	168 922,00	685 285,00
Impôts et taxes	56 062,90	0,00	67 000,00	67 000,00	134 000,00
Subventions reçues	31 988,00	95 331,00	535 000,00	0,00	630 331,00
Autres produits de gestion	8 200,00	0,00	7 618,00	0,00	7 618,00
Produits exceptionnels	18 382,69	212,00	2 279,00	0,00	2 491,00
Recettes de Fonctionnement	467 562,24	138 257,00	1 085 546,00	235 922,00	1 459 725,00
Résultat	-718 767,15	0,00	0,00	-733 748,00	-733 748,00

En 2019, en dépit des transferts de charges inhérents au changement de mode de gestion (charges à caractère général et charges de personnel transformées en participations), le coût du « pôle tourisme » ne devrait augmenter de 14 000 € (1,9%).

3.4.6. Pôle technique

Evolution des dépenses et recettes réelles de fonctionnement du pôle technique (2017-2018)

	2017	2018
Chap 011 - charges à caractère général	1 470 006,10	376 083,13
Chap 012 - charges de personnel	1 620 007,63	347 450,11
Chap 014 - atténuation de recettes	0,00	0,00
Chap 65 - autres charges de gestion courante	1 689 704,42	5 254 110,51
Chap 66 - charges financières (hors dette)	0,00	0,00
Chap 67 - charges exceptionnelles	23 407,00	739,56
DEPENSES RELLES	4 803 125,15	5 978 383,31

	2017	2018
Chap 013 - atténuation de charges	19 573,04	30 710,68
Chap 70 - produits des services	217 025,69	77 728,26
Chap 73 - impôts et taxes	3 900 566,00	4 165 304,00
chap 74 - dotations et participations	171 230,46	763 948,61
Chap 75 - autres produits de gestion	7 277,90	8 916,00
Chap 77 - produits exceptionnels	4 200,03	4 756,43
RECETTES REELLES	4 319 873,12	5 051 363,98

RESULTAT REEL	-483 252,03	-927 019,33
----------------------	--------------------	--------------------

Le pôle technique est le pôle qui a connu le plus de bouleversements en 2018 avec le transfert total de la compétence collecte des déchets ménagers et assimilés au SMECTOM et la prise en charge des compétences transport scolaire et Gemapi. Il est donc nécessaire pour comprendre les évolutions de ce pôle de procéder à une analyse par service.

2017					
	Technique	OM	Gemapi	Mobilité	TOTAL POLE
Chap 011	95 019,99	1 374 986,11	0,00		1 470 006,10
Chap 012	560 697,35	1 059 310,28	0,00		1 620 007,63
Chap 014	0,00	0,00	0,00		0,00
Chap 65	0,00	1 290 382,00	51 865,06	230 627,00	1 572 874,06
Chap 66	0,00	0,00	0,00		0,00
Chap 67	0,00	23 407,00	0,00		23 407,00
TOTAL DEPENSES	655 717,34	3 748 085,39	51 865,06	230 627,00	4 686 294,79
Chap 013	0,00	19 573,04	0,00	0,00	19 573,04
Chapitre 70	619,20	216 406,49	0,00	0,00	217 025,69
Chapitre 73	0,00	3 900 566,00	0,00	0,00	3 900 566,00
Chapitre 74	0,00	171 230,46	0,00	0,00	171 230,46
Chapitre 75	7 275,60	2,30	0,00	0,00	7 277,90
Chapitre 77	0,00	4 200,03	0,00	0,00	4 200,03
TOTAL RECETTES	7 894,80	4 311 978,32	0,00	0,00	4 319 873,12
Résultat	-647 822,54	563 892,93	-51 865,06	-230 627,00	-366 421,67

2018

	Technique	Déchets	Gemapi	Mobilité	TOTAL POLE
Chap 011	97 813,72	278 269,41	0,00	0,00	376 083,13
Chap 012	347 450,11	0,00	0,00	0,00	347 450,11
Chap 014	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chap 65	0,00	4 152 965,94	116 830,36	984 314,21	5 254 110,51
Chap 66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chap 67	0,00	739,56	0,00	0,00	739,56
TOTAL DEPENSES	445 263,83	4 431 974,91	116 830,36	984 314,21	5 978 383,31

Chap 013	30 710,68	0,00	0,00	0,00	30 710,68
Chapitre 70	17 330,37	51 370,03	0,00	9 027,86	77 728,26
Chapitre 73	0,00	4 165 304,00	0,00	0,00	4 165 304,00
Chapitre 74	3 326,20	56 061,41	0,00	704 561,00	763 948,61
Chapitre 75	8 916,00	0,00	0,00	0,00	8 916,00
Chapitre 77	4 256,43	500,00	0,00	0,00	4 756,43
TOTAL RECETTES	64 539,68	4 273 235,44	0,00	713 588,86	5 051 363,98

Résultat	-380 724,15	-158 739,47	-116 830,36	-270 725,35	-927 019,33
-----------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

Service déchets ménagers : la compétence collecte des déchets ménagers a été transférée totalement au SMECTOM du Plantaurel le 1^{er} janvier 2018. Dès lors la Communauté d'agglomération perçoit toujours le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères mais ne supporte plus de charges à caractère général (sous-traitance, fonctionnement et entretien des installations et des véhicules) ni de charges de personnel mais verse au SMECTOM une participation.

Au cours de l'exercice 2018, les transferts de contrats entre la Communauté d'agglomération et le SMECTOM ont donné lieu à des refacturations. Ces transferts étant achevés, une régularisation sera à prévoir en 2019.

De même, la Communauté d'agglomération a dû procéder sur l'exercice 2018 au paiement de factures relatives aux traitements des déchets des mois de novembre et décembre 2017 pour un peu plus de 200 000 €.

Enfin comme cela a été précisé infra (Chapitre 2.2.3.3. Taxe d'enlèvement des ordures ménagères) l'évolution du produit de taxe d'enlèvement des ordures ménagères ne couvrira pas en 2019 la participation appelée par le SMECTOM et nécessitera un prélèvement complémentaire sur le budget principal d'environ 30 000 €.

Environnement

Gestion des milieux aquatiques et prévention de inondations (Gemapi)

La Communauté d'agglomération a transféré cette compétence à trois syndicats mixtes :

- le SBGH (syndicat du bassin du grand Hers),
- le SMIVAL (syndicat mixte interdépartemental de la vallée de Lèze »
- le SYMAR Val d'Ariège (syndicat mixte d'aménagement des rivières du Val d'Ariège)

Des participations de fonctionnement sont versées à chacun d'eux, pour un montant total de 53 600 €. En outre, une participation pour la réalisation de travaux d'équipement de 63 000 € a été versée au SYMAR Val d'Ariège.

En 2018, ces participations ont été financées sur fonds propres. En 2019, avec l'instauration de la taxe Gemapi ces participations seront intégralement financées par cette ressource nouvelle

(170 000 € - voir infra, chapitre 2.2.3.4 Taxe Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations).

Parc naturel régional des Pyrénées ariégeoises

La communauté d'agglomération vient d'adhérer au syndicat mixte du parc naturel régional des Pyrénées ariégeoises, dont l'ambition est de préserver et valoriser le patrimoine naturel afin d'en faire un véritable vecteur de développement économique.

Le montant de l'adhésion annuelle qui sera à acquitter à compter de l'exercice 2019 est de 8 962.78 euros par an.

Mobilité

En plus de ses compétences en matière de navette et de transport à la demande (budget annexe), la Communauté d'agglomération est devenue, le 1^{er} janvier 2018, compétente en matière de transport scolaire en lieu et place de la Région Occitanie. Toutefois, la Communauté d'agglomération a décidé de confier à la Région Occitanie la gestion de cette compétence.

Transports scolaires

La Région verse à la Communauté d'agglomération une dotation qui constitue une sorte d'attribution de compensation (fixe et non actualisable) en contrepartie la Communauté d'agglomération rembourse à la Région Occitanie le coût du service.

Pour 2018, les conventions passées avec la Région Occitanie assuraient l'équilibre financier suivant :

	Dépenses	Recettes
Dotation de compensation de la Région Occitanie		704 561
Remboursement des frais de gestion par la Communauté d'agglomération	702 061	

Toutefois, il est apparu en cours d'année 2018 que :

- deux lignes de transport scolaire mises en place par la ville de Foix n'avaient pas été transférées (domaine du Lac et Paul Bert). Le transfert a donc été organisé à compter du 1^{er} septembre 2018,
- onze lignes de transport scolaire mises en place par la Région Occitanie n'avaient pas été transférées (Ferrières / Tarascon, Tarascon / Arignac / Foix, Lezat-sur-Lèze / Foix, Montegut / Loubens / Foix, Foix / Pamiers...)
- il convenait d'ajouter un transport scolaire au lycée à 18 heures.

Ainsi ce nouveau transfert a été déduit de l'attribution de compensation de la commune de Foix, pour la part la concernant :

	2017	2018	2019
AC commune de Foix	2 024 699	2 011 765	1 991 439

De même, des avenants aux conventions ont été signés avec la Région Occitanie pour transférer ces nouvelles lignes à compter du 1^{er} janvier 2019 :

	Dépenses	Recettes
Dotation de compensation de la Région Occitanie		853 692
Remboursement des frais de gestion par la Communauté d'agglomération	851 192	

La prévision budgétaire relative à ce service est donc pour l'exercice 2019 :

	Dépenses
Participation frais de gestion recalée	851 192
+ Participation frais de gestion des deux lignes de Foix + lycée 18h	53 000
= Participation initiale	904 192
X actualisation des prix (hypothèse 1,5%)	917 755
+ Régularisation deux lignes de Foix 2018	21 500
= Participation 2019	939 255

Ainsi, le coût net de cette compétence sera en 2019 de :

Participation transports scolaires 2019	939 255
- Dotation de compensation 2019	853 692
- Diminution de l'AC de la commune de Foix	33 260
= Charge nette de la compétence transports scolaires 2019	52 303

Navette urbaine

La délégation de service public pour la gestion du service « navette urbaine » a été prorogée pour une année afin d'organiser une nouvelle consultation en 2019.

Afin de l'assister dans la rédaction du cahier des charges et le suivi de la procédure de délégation de service public (DSP), la Communauté d'agglomération a décidé d'adhérer à l'association AGIR (cotisation annuelle 6 000 € + prestation d'accompagnement spécifique de 3 306 € TTC).

En outre, il convient de noter que dans le cadre de la convention conclue au titre de l'actuelle DSP, ce service a été exclu du champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée. Or, il semblerait que cela ne soit plus possible. Dès lors, toutes choses égales par ailleurs, l'assujettissement de ce service à la TVA aurait pour corollaire l'augmentation du déficit de ce service et in fine la nécessité d'augmenter la subvention d'équilibre versée par le budget principal.

Dans cette hypothèse, le montant de la subvention versée par le budget principal à son budget annexe serait augmenté de 26 500 €.

Le centre technique intercommunal (CTI) a vu ses dépenses de personnel diminuer du fait notamment de la réaffectation de ses agents sur les services correspondants (habitat...).

3.4.7 Pôle administration générale

Evolution des dépenses et recettes réelles de fonctionnement du pôle administration générale (2017-2018)

	2017	2018
Chap 011 - charges à caractère général	231 321,49	306 971,26
Chap 012 - charges de personnel	505 402,86	720 839,78
Chap 014 - atténuation de recettes	3 245 754,00	3 242 103,13
Chap 65 - autres charges de gestion courante	2 063 502,32	2 103 047,19
Chap 66 - charges financières (hors dette)	282 774,70	185 232,40
Chap 67 - charges exceptionnelles	317,49	9 997,90
DEPENSES RELLES	6 329 072,86	6 568 191,66

	2017	2018
Chap 013 - atténuation de charges	6 905,71	1 529,80
Chap 70 - produits des services	69 800,95	62 072,93
Chap 73 - impôts et taxes	9 957 481,00	9 809 666,09
Chap 74 - dotations et participations	2 928 831,79	2 912 820,43
Chap 75 - autres produits de gestion	165 235,02	124 706,60
Chap 77 - produits exceptionnels	18 875,78	184 662,61
RECETTES REELLES	13 147 130,25	13 095 458,46
RESULTAT REEL	6 818 057,39	6 527 266,80

Dépenses et recettes non affectées : l'évolution de l'ensemble de ces recettes dépenses (fiscalité, dotations et compensations...) a été analysée plus avant (voir infra – chapitre 2.2 - Les mesures à destination des collectivités territoriales).

Les dépenses sont principalement les suivantes :

	2017	2018	2019
014 - Attribution de compensation versée	3 232 327	3 218 131	3 187 706
65 - Compensation aide sociale	503 374	501 179	501 179
65 - Participation SDIS	1 277 278	1 302 824	1 325 959
66 - Remboursement des intérêts de la dette	264 891	243 861	224 109

Services supports : on note en 2018 une évolution de 220 000 € des charges de personnel qui correspondent à la prise en compte en année pleine des recrutements intervenus en 2017 pour étoffer les équipes mais également les services mutualisés avec la commune de Foix (commande publique et informatique).

En 2019, suite aux consultations menées en 2018 pour renouveler les assurances de la communauté d'agglomération (responsabilité civile, dommages aux biens, protection juridique et fonctionnelle...), les cotisations annuelles passeront de 48 879 euros à 29 592 euros, soit une économie d'un peu plus de 19 000 euros (-39%).

Location de locaux : le bail conclu avec la direction départementale des finances publiques (DDFIP) pour la mise à disposition des locaux de la trésorerie de Varilhes a été dénoncé à compter du 1^{er} octobre 2018. Il conviendra donc de prévoir une diminution de recettes d'environ 10 000 €.

3.5. Section d'investissement

Contrairement à la section de fonctionnement qui enregistre les opérations régulières et récurrentes qui permettent d'assurer le fonctionnement et l'entretien courant des services. La section d'investissement vient comptabiliser des opérations ponctuelles qui viennent augmenter la valeur du patrimoine de la collectivité.

Pour autant on constate :

- d'une part que la communauté d'agglomération a déroulé toutes la panoplie des modalités de financement des opérations d'équipement avec :
 - o le financement « classique » d'opérations d'équipement individualisées dans des opérations votées ou pas,
 - o le financement d'opérations classiques pluriannuelles dans le cadre d'autorisations de programme et de crédits de paiement (AP/CP),
 - o la réalisation d'opérations sous mandat
 - o le versement de fonds de concours.
- D'autre part que certaines opérations de par le caractère récurrent, notamment en matière de voirie, s'analyse presque comme des opérations de fonctionnement.

3.5.1. Bilan 2018

La section d'investissement fait apparaître un résultat positif de près de 300 000 euros.

Chapitre 16	Emprunts et dettes	500 618,32
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	86 786,01
Chapitre 204	Subventions d'équipement versées	781 302,12
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	350 034,53
Chapitre 23	Immobilisations en cours	781 799,48
Chapitre 4581	Opérations sous mandat	953 328,76
Chapitre 040	Opérations d'ordre entre sections	25 864,00
Total dépenses de l'exercice		3 479 733,22
Chapitre 001	Solde d'exécution reporté	177 938,35
Total des dépenses		3 657 671,57
Chapitre 10 (hs 1068)	Dotations et fonds divers	366 294,20
Chapitre 13	Subventions d'investissement	701 599,99
Chapitre 040	Opérations d'ordre entre sections	1 585 970,60
... dont cessions		180 500,00
... dont amortissements		1 405 470,60
Chapitre 4582	Opérations sous mandat	742 560,88
Total des recettes de l'exercice		3 396 425,67
c/ 1068	Affectation du résultat	542 433,00
Total des recettes		3 938 858,67
Résultat de clôture		281 187,10

On note également que près de 50 % de recettes de la section d'investissement sont issus de l'autofinancement de la section de fonctionnement (Affectation du résultat et amortissements).

3.5.1.1. Les immobilisations (chapitre 20,21 et 23)

La communauté d'agglomération a consacré la plus grande part de ses dépenses d'investissement au financement d'immobilisations (35%) avec notamment :

- L'achèvement des plusieurs opérations

	Dépenses		Recettes	
	CA 2018	RAR 2018	CA 2018	RAR 2018
Extension du Foyer logement	520 410	0	260 000	150 000
Réhabilitation Office de tourisme + scénographie	30 357	0	290 302	340 783
Extension du pôle technique	121 846	0	0	30 546
Logements Serres-sur-Arget	0	0	36 739	0

- La poursuite de certaines opérations :

	Dépenses		Recettes	
	CA 2018	RAR 2018	CA 2018	RAR 2018
Crèche de Montgailhard (1)	89 925	410 075	90 000	765 600
Pôle Jeunesse	21 764	21 115	0	0
Rand'au fil d'eau	11 637	6 360	4 565	10 956
Parking silo	1 597	0	0	0
Etude ZAE « Peysales »	16 620	0	0	0

La crèche de Montgailhard est financée dans le cadre d'une Autorisation de Programme et de Crédits de paiements (AP/CP). Le montant des restes à réaliser est donc limité (et c'est d'ailleurs l'objectif) à l'enveloppe des crédits de paiements (CP) 2018.

En 2019, Les crédits disponibles incluront les RAR 2018 et les CP 2019.

- Des acquisitions et travaux ponctuels :

- o Etudes :

Hébergement de tourisme	6 930
AMO signalétique des véhicules et bâtiments	3 816
AMO agenda d'accessibilité programmée (ADAP)	333

- o Informatique :

Installation audio « les âges de la vie »	47 845
Remplacement des copieurs	18 219
Intégration de la téléphonie	4 069
Mise en place de serveurs + connexions internet	6 130
Remplacement de matériels	31 060

- o Travaux :

Travaux de pluvial de la salle omnisports de Vernajoul	25 529
Passerelle des Forges de Pyrène	78 560
Dallage de l'atelier du forgeron	7 022

- o Acquisitions diverses :

Four et chambre froide – Relais des Forges	12 441
Fonds documentaire (livres, CD, DVD) de médiathèques	47 317
Composteurs (programme xxx)	17 190
Divers mobiliers	24 018
Matériel crèches	18 105

3.5.1.2. Les opérations sous mandat

La Communauté d'agglomération Pays Fox Varilhes intervient en tant que mandataire dans la réalisation de 2 opérations sous mandats pluriannuelles et deux opérations annuelles :

- **Opération n° 02** : Soutien à la modernisation, au développement et la transmission des activités artisanales, commerciales et de service au travers des programmes OCMR (opération collective en milieu rural) et FISAC (fonds d'intervention pour la sauvegarde des activités artisanales et commerciales) :

	CA 2017	CA 2018	RAR 2018	Total
458102 – Dépenses pour le compte de tiers (agence FISAC et Région Occitanie)	46 648	74 644	73 401	194 693
20422 – Dépenses pour le compte de la CAPFV	6 047	15 044	13 355	21 091
DEPENSES	52 695	89 688	86 756	215 784

	CA 2017	CA 2018	RAR 2018	Total
458202 – Remboursement par le tiers (agence FISAC et Région Occitanie)	81 358	0	101 970	183 328
RECETTES	81 358	0	101 970	183 328

Des crédits nouveaux pour un montant de 11 365 euros devront a minima être inscrits en 2019 pour solder cette opération.

- **Opération n° 03** : Programme « Signalétique » à destination de communes du territoire Pays Foix-Varilhes :

	CA 2017	CA 2018	RAR 2018	Total
458103 – Dépenses pour le compte de tiers	207	77 922	13 479	91 608
DEPENSES	207	77 922	13 479	91 608

	CA 2017	CA 2018	RAR 2018	Total
458203 – Remboursement par les tiers	620	4 500	86 488	91 608
... dont Conseil départemental de l'Ariège	620	0	11 946	12 566
... dont Etat (DETR)	0	4 500	8 515	13 015
... dont communes bénéficiaires	0	0	66 027	66 027
RECETTES				91 608

Cette opération qui s'achève est équilibrée, il conviendra de procéder à la refacturation des communes en 2019.

- **Opération n° 11** : Programme de voirie 2017/2018 – communes du territoire « Canton de Varilhes »

	CA 2017	CA 2018	RAR 2018	Total
458111 – Dépenses pour le compte de tiers	0	723 996	0	723 996
20422 – Fonds de concours de la CAPFV pour le compte de la CAPFV		271 498	0	271 498
DEPENSES	52 695	89 688	86 756	995 494

458211 – Remboursement par les tiers	68 400	655 596	0	723 996
... dont Etat (DETR)	68 400	112 599	0	180 999
... dont communes bénéficiaires		271 499	0	271 499
... dont CAPFV (fonds de concours)		271 498	0	271 498
RECETTES	68 400	655 593	0	723 999

- **Opération n° 12** : Programme de voirie 2018/2019 – communes du territoire « Canton de Varilhes »

Cette opération a débuté en fin d'année 2018 et doit se poursuivre au cours du premier semestre 2019.

	CA 2017	CA 2018	RAR 2018	Total
458112 – Dépenses pour le compte de tiers	0	76 766	77 692	154 458
20422 – Fonds de concours de la CAPFV pour le compte de la CAPFV	0	0	0	0
DEPENSES	0	76 766	77 692	154 458

458212 – Remboursement par les tiers	0	82 465	96 816	179 281
... dont Etat (DETR)	0	82 465	96 816	179 281
... dont communes bénéficiaires	0	0	0	0
... dont CAPFV (fonds de concours)	0	0	0	0
RECETTES	0	82 465	96 816	179 281

3.5.1.3. Les fonds de concours

La communauté d'agglomération s'est engagée dans plusieurs programmes pour lesquels elle apporte des fonds de concours à ses communes membres mais également à des opérateurs privés.

- **Fonds de concours voirie** :

Les communes du Pays de Foix n'ont pas encore rejoint le programme de travaux de voirie que la Communauté d'agglomération Pays Foix Varilhes porte dans le cadre d'une opération sous mandat (voir infra – chapitre 3.5.1.2. Les opérations sous mandat).

Ces communes assurent donc la maîtrise d'œuvre de leurs travaux de voirie et bénéficient du versement d'un fonds de concours :

	CA 2017	CA 2018	RAR 2018	TOTAL
2041412 – Programme 2017	120 169	216 441		336 610
2041412 – Programme 2018		77 972	134 845	212 817
2041412 – Programme 2019	0	0	0	0
DEPENSES	120 169	294 413	134 845	549 427

- **Fonds de concours Logement sociaux**

La communauté d'agglomération aide ses communes membres dans le financement de logements sociaux :

	CA 2017	CA 2018	RAR 2018	TOTAL
Fonds de concours logements sociaux	6 000	20 750	0	26 750

- **Fonds de concours programme OPAH (Opération programmée d'aide à l'amélioration de l'habitat) et PIG (programme d'intérêt général).**

La communauté d'agglomération est associée à ces deux programmes aux propriétaires privés qui réalisent des travaux d'amélioration de leur résidence principale et/ou de baux. Dans ce cadre, la communauté d'agglomération n'intervient qu'en complément des aides apportées par l'ANAH.

	CA 2017	CA 2018	RAR 2018	TOTAL
Aides OPAH/PIG	145 977	117 492	142 986	406 455

3.5.2. Prévisions 2019 et projet de territoire